

ON NE TOUCHE PAS AUX PERSONNEL !

Tarascon, le 05 septembre 2026

Ce vendredi 4 septembre 2026, vers 14h30, notre collègue Jean-Philippe a été violemment agressé lors d'un mouvement à l'Unité de soins. Alors qu'il effectuait simplement son travail, le détenu lui a asséné plusieurs coups de poing au visage. Plusieurs collègues ont dû intervenir pour mettre fin à l'agression et maîtriser l'individu d'1m80 pour environs 150 kg !

L'agression a été d'une extrême violence ! Nous saluons le professionnalisme et le courage de tous les agents qui sont intervenus. Le bureau local **UFAP UNSa Justice** souhaite un prompt rétablissement à notre collègue et ceux blessé lors de l'intervention.

Mais aujourd'hui, ÇA SUFFIT !

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** a **ALERTÉ** à plusieurs reprises la DGAP et la Direction interrégionale sur la situation catastrophique du Centre de Détention de Tarascon. Mais pendant que l'administration écoute, tempore et promet, **notre établissement continue de sombrer, mois après mois**. Le 27 août dernier, les personnels **épuisés, à bout de souffle et poussés à leurs limites ont clairement dit STOP**.

La réponse de la direction locale a cette **SOUFFRANCE** : remettre les agents au turbin « daille daille », avec l'aval de la Direction Interrégionale, en leur servant une nouvelle fois la promesse d'un prétendu « **calibrage des mouvements** ». **Utopie, Illusion, Chimère et manipulation !** Les effectifs sont au plus bas, les agents sont épuisés, les conditions de travail sont détériorées et pourtant, vous exigez de continuer à faire fonctionner l'établissement comme si tout allait bien !

MAIS NON, TOUT NE VA PAS BIEN !

Quand les effectifs ne permettent plus d'assurer correctement la sécurité des personnels, l'établissement ne doit plus continuer à fonctionner normalement. La sécurité des personnels doit passer avant TOUT.



Le bureau local UFAP UNSa Justice EXIGE que la cheffe d'établissement par interim prenne enfin ses responsabilités, immédiatement et sans faux-semblants. Cela passe par une réduction réelle des mouvements, la limitation stricte des activités non prioritaires, une adaptation immédiate du fonctionnement de la détention et surtout un coup de frein brutal à la gestion actuelle devenue totalement déraisonnable au regard des effectifs disponibles.

Pour exemple, sur les seuls mois de juillet et août, 335 mutations de cellule ont été enregistrées sur l'ensemble de l'établissement, quartier arrivants inclus. Ce chiffre, à lui seul, démontre l'ampleur d'une mécanique devenue ingérable pour des personnels déjà exsangues.

Il est temps de regarder la réalité en face, sans effectifs supplémentaires, nous n'y arriverons pas. Il faut désormais l'admettre et cesser de faire croire que l'établissement peut continuer ainsi.

Lorsque la situation l'exige, les ERIS doivent être sollicitées pour renforcer et sécuriser l'établissement le temps que la situation RH se stabilise ! **Il n'y a pas de honte à le dire ! Sans sécurité c'est open bar !** Téléphones, substances illicites et armes ! Nous sommes affaiblies et en minorité, le combat est perdu d'avance !

Le bureau local UFAP UNSa Justice EXIGE des renforts en personnels **SANS DÉLAI**, de vrais renforts, durables et à la hauteur de la situation ! Pas un renfort de façade le temps d'un petit week-end « entre amis », histoire de donner l'illusion que la situation est sous contrôle avant de laisser, dès le lundi, les personnels replonger dans la même galère.

Les personnels ont atteint leurs limites, et l'administration le sait parfaitement. Elle ne peut plus détourner le regard ni faire semblant de découvrir aujourd'hui une situation qu'elle laisse pourrir depuis des mois. Elle porte une responsabilité pleine et entière dans ce qui se passe actuellement. **Il est temps d'assumer les conséquences d'un système devenu hypocrite, déconnecté du terrain et alimenté par des promesses qui ne sont jamais suivies d'effets.**

Alors maintenant, les questions à se poser sont simples :

- À quand les décisions fortes, concrètes et immédiates ?
- Qui aura enfin le courage de les prendre avant qu'un drame ne vienne rappeler à tous que les alertes étaient là ?
- Combien faudra-t-il encore d'agressions et de collègues blessés avant que l'administration comprenne enfin qu'il est temps de prendre des décisions fortes ?

**Nous refusons d'attendre un drame de plus.
La sécurité des personnels n'est pas négociable !**

La DGAP et la Direction Interrégionale doivent choisir : continuer à se mentir au détriment des personnels où enfin prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de SES personnels.

**Le BUREAU LOCAL UFAP UNSa Justice EXIGE maintenant :
DES ACTES ! DES RENFORTS ! DES EFFECTIFS ! DES MESURES DE SÉCURITÉ !**

TOUS MOBILISÉS Lundi 07 Septembre 2026 !

Le Bureau Local **UFAP UNSa Justice**

